

Secrétariat général
pour l'administration**SERVICE INFRASTRUCTURE DE LA DEFENSE NORD-OUEST****MARCHE PUBLIC DE PRESTATIONS INTELLECTUELLES****OBJET DU MARCHE**

Marché n° 25PRNS027
BOURGES – 18 – Ecoles Militaires De Bourges (EMB) – SCORPION 2
**Bilan de puissance et vérifications électriques du
quartier AUGER-CARNOT**

CAHIER DES CLAUSES TECHNIQUES PARTICULIERES (CCTP)**PERSONNE PUBLIQUE**

ETAT – MINISTERE DES ARMEES
Service Infrastructure de la Défense Nord-Ouest
Quartier Margueritte – BP14 – 35998 RENNES cedex 9

CONDUITE DES OPERATIONS

Service Infrastructure de la Défense Nord-Ouest
Division Investissement – Pôle de Conduite des Opérations de RENNES
Quartier Margueritte – BP14 – 35998 RENNES cedex 9

Cahier des Clauses Techniques particulières

1. Présentation de l'opération :

Contexte :

Dans le cadre du projet SCORPION 2, l'EMPT (Ecole Militaire de Préparation Technique) souhaite se doter d'un nouveau bâtiment pour recevoir des blindés et permettre l'enseignement de la maintenance sur ces engins.

Cette opération d'infrastructure vise à la construction d'un bâtiment pour l'enseignement technique sur les nouveaux véhicules, regroupant des travées, des locaux techniques, des locaux de stockage, et des salles de cours sur une surface de l'ordre de 6000m², plus 4000m² d'aires extérieures aménagées.

D'autre part, un certain nombre d'autres opérations d'infrastructures sont prévues sur le même site. Tout cela induisant de nouveaux besoins de puissance électrique.

Localisation :

Le projet se situe dans la ville de BOURGES (18), au sein du quartier AUGER-CARNOT, qui abrite les EMB, et donc l'EMPT, tel que représenté sur la carte si dessous.



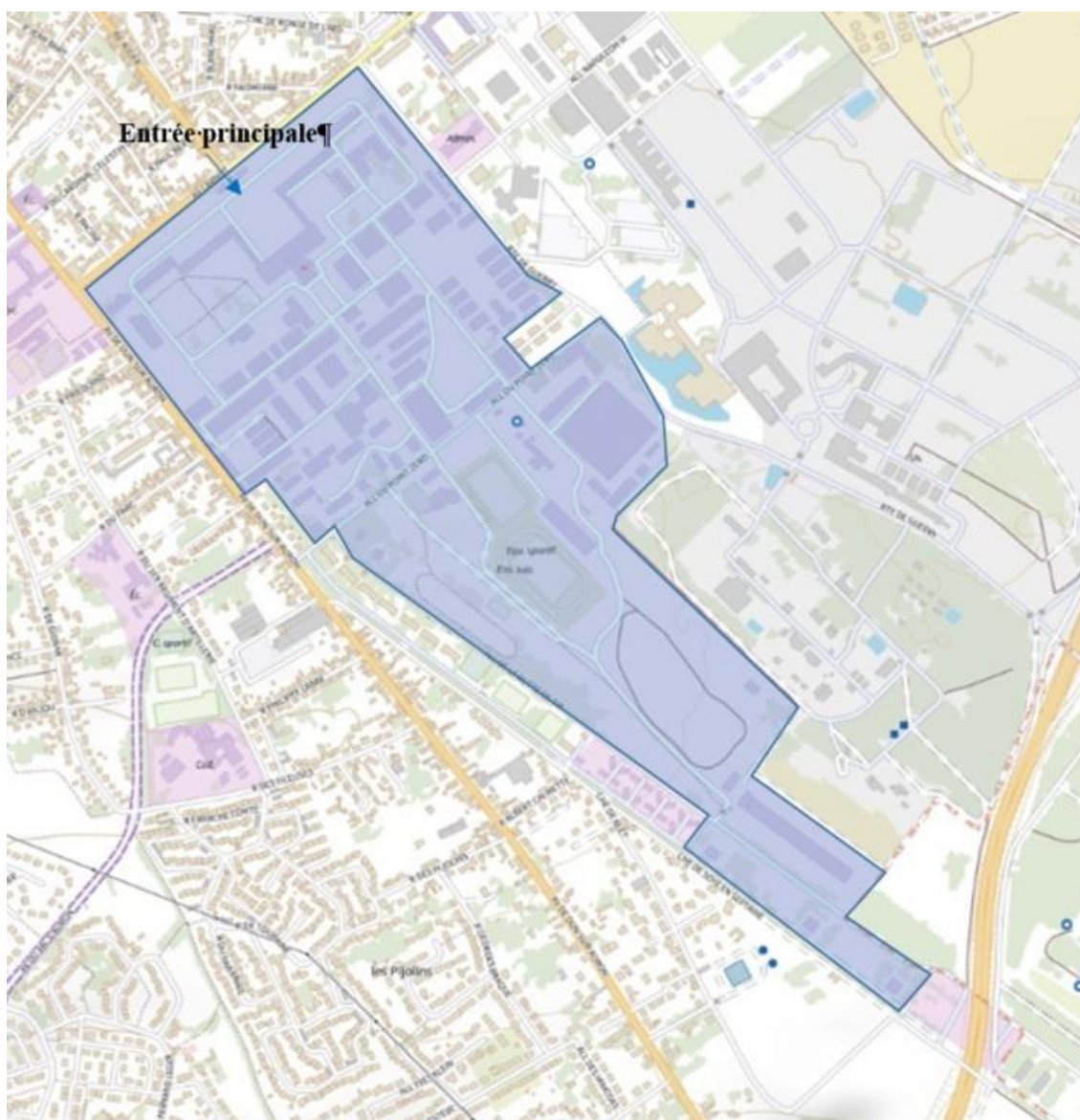
Le quartier regroupe un ensemble de bâtiments abritant les EMB et ses activités ainsi que des espaces dédiés aux manœuvres et à la pratiques d'activités sportives. L'accès se fait par l'avenue CARNOT.

2. Objet du Marché:

Le présent cahier des clauses techniques particulières (CCTP) a pour objet une mission de **Bilan de puissance et d'analyse technique des installations électriques** du quartier AUGER-CARNOT.

L'objectif étant de décrire les installations électriques du quartier, déterminer les puissances qui y sont amenées, celles qui sont consommées et celles disponibles afin de permettre au Maître d'Ouvrage de pouvoir déterminer les éventuelles mesures à prendre selon les besoins nouveaux des projets à venir.

Aire d'étude :



L'aire d'étude figurée en bleu ci-dessus couvre une surface de l'ordre de 695 000 m² et regroupe environ 90 bâtiments. Les différents bâtiments du quartier AUGER-CARNOT sont dédiés aux activités suivantes: administration, enseignement, enseignement technique, hébergement, ateliers mécaniques, stockage, mess, sport, tir, antenne médicale, chaufferie ...

Description de la prestation :

Sur l'ensemble du quartier AUGER-CARNOT (surface bleue), il est demandé d'identifier et décrire les points de livraison électrique, les transformateurs et la distribution entre ces points et les différents bâtiments et installations du quartier.

Pour les postes de transformation HT/BT, le diagnostic intégrera une analyse des documents de maintenance.

Il comprendra :

- Un descriptif de la technologie, du système de conduite et de surveillance et des dispositifs de sécurité.
- Un bilan des puissances.
- Un état des différents composants: transformateurs, jeux de barres, cellules, disjoncteurs, sectionneurs, dispositifs de protection foudre ...

Pour les installations et distribution BT, l'analyse porte sur les installations suivantes :

- Puissance transformateur HT/BT alimentant chaque bâtiment (fournir la puissance utilisée et la puissance disponible)
- Section du câble d'alimentation du bâtiment (indiquer la puissance maximale possible) alimentation BT, coffret de coupure extérieur

Le rapport doit décrire les installations et expliquer leur fonctionnement :

- Rappeler le régime du neutre
- Faire état des contrôles électriques réglementaires
- Etablir un bilan de puissance du quartier en donnant le détail par poste de transformation et bâtiment
- Identifier les réseaux HT et BT (localisation, section et caractéristiques)
- Repérer le ou les points d'entrée dans le quartier et les bâtiments, la position des transformateurs HT/BT, coffrets de coupure
- Préciser le cheminement des câbles quand ils sont regroupés dans des gaines techniques ou sur des chemins de câbles
- Définir les zones couvertes par les transformateurs
- Section des câbles d'entrée ou nombre de paires, calibres des protections de l'alimentation et puissances délivrées aux bâtiments
- Identifier l'implantation et les caractéristiques des protections foudres.
- Si il y a un réseau secouru: description du réseau et des bâtiments alimentés en électricité secourue

Le rapport doit également décrire les désordres constatés et leurs causes éventuelles :

- Vérification de la conformité aux normes et réglementation des équipements et réseaux
- Etat de vétusté de la distribution, des protections et globalement de l'ensemble des équipements.

Le titulaire remettra son rapport en un exemplaire papier au format A4 (les plans étant pliés au format A4), un exemplaire informatique au format PDF, et les plans informatiques au format DNG et DWG (compatible avec Microstation).

Nota :

Les vérifications in-situ des installations électriques devront être faites par une personne disposant des habilitations réglementaires correspondantes (en particulier pour l'accès aux postes et transformateurs électriques).

Contacts :

Le titulaire peut à tout moment prendre contact avec les différents acteurs de la maîtrise d'ouvrage et les parties prenantes afin d'obtenir tous les renseignements ou précisions nécessaires à la réalisation de sa mission. Il convient d'en rendre compte obligatoirement au conducteur d'opération (CO) par courriel ou téléphone dans un premier temps, puis par l'envoi d'un courrier officiel qui sera archivé.

Le CO, interlocuteur du titulaire sera :

IMI (Lieutenant) Vincent MONOT
Conducteur d'Opérations
Service d'infrastructure de la Défense Nord-Ouest
Division Investissement
Pôle de Conduite d'Opérations de RENNES
Quartier Margueritte BP14 35998 RENNES cedex 9

3. Avancement du projet :

L'étude de faisabilité a été réalisée pour le projet SCORPION 2.

4. Délai de réalisation :

Une fois l'ensemble des démarches nécessaires pour accéder au site, contrôle élémentaire et coordination avec le chargé de prévention du site, sera réalisé (voir ci-après), le maître d'ouvrage notifiera par ordre de service la date de démarrage de la prestation.

Un délai de 15 jours sera donné pour le démarrage de la prestation qui durera au maximum, 3 mois.

Aussi, et avant tout début de la prestation, un plan de prévention sera établi avec le chargé de prévention du site pour définir et arrêter les conditions d'intervention.

5. Modalités particulières d'exécution :

La société sera tenue pour responsable de tous les dommages matériels ou corporels résultant de la préparation et de l'exécution de ses travaux.

6. Mesures de sécurité intéressant la Défense :

Le présent marché est classé : non protégé

Les personnels de l'entreprise amenés à travailler sur cette mission et/ou à se rendre sur site doivent disposer d'un CPR valide.

A titre indicatif et prévisionnel, le délai nécessaire pour la validation des enquêtes administratives est d'environ 8 semaines. Le titulaire tiendra compte de ce délai dès la notification du marché et pour toute mise à jour de la liste nominative du personnel qui réalise les prestations.

Horaires d'accès au site :

L'accès au site n'est autorisé que pendant les créneaux suivants :

- Du lundi au jeudi : 8H00 – 12H00 et 13H00 – 17H30
- Le vendredi : 8H00 – 12H00

7. Plan de prévention – 1 entreprise :

Le titulaire s'engage à prendre connaissance des dispositions qui figurent dans l'arrêté du 19 mai 2020, relatif aux modalités d'application des règles relatives aux interventions d'entreprises extérieures et aux opérations de bâtiment et génie civil dans un organisme du ministère de la Défense par une ou plusieurs entreprises extérieures, et s'engage, pour ce qui le concerne, à s'y conformer. En cas d'accident touchant son personnel, outre les formalités à accomplir vis-à-vis des instances qualifiées auxquelles il doit rendre compte, le titulaire reconnaît devoir en informer le chef de l'organisme utilisateur.

Le titulaire s'engage à faire effectuer les prestations par du personnel qualifié, compétent, ayant reçu préalablement la formation réglementaire, disposant des habilitations requises et en situation régulière vis-à-vis de la réglementation contre le travail illégal, y compris si ce personnel appartient à une entreprise sous-traitante.

Le titulaire sera amené à réaliser une inspection préalable de prévention avec le chargé de prévention du site.

L'Inspection du Travail aux Armées est compétente pour la surveillance et le contrôle des entreprises en matière d'hygiène et de sécurité du travail.

8. Admission des prestations :

Voir CCAP.

ANNEXES

Charte graphique plan SID